



UCAD: Sortie de la première promotion en gériatrie-gérontologie de l'Afrique de l'Ouest



Les étudiants de la première promotion de gériatrie-gérontologie de l'Afrique de l'Ouest formés par la Faculté de Médecine de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ont reçu leurs diplômes, samedi 9 mars 2024 au service de gériatrie du Centre hospitalier national universitaire de Fann.

La première promotion de l'Afrique de l'Ouest comprend huit gériatres gérontologues dont quatre femmes et quatre hommes dont deux internes des hôpitaux. La cérémonie a été présidée par le coordonnateur de l'enseignement de la gériatrie-gérontologie de l'Université de Dakar, le Professeur Mamadou Coumé par ailleurs Président de la Société sénégalaise de gériatrie et de gérontologie(SSGG) et de la Société ouest africaine de gériatrie et de gérontologie(SOAGG).

Cette cérémonie a été mise à profit pour faire l'intégration des étudiants en première année pour la 5ème promotion entrante 2023/2024 de spécialisation en gériatrie-gérontologie et célébrer en même temps la journée internationale des droits de la femme. La mise en place de la formation en gériatrie et gérontologie à l'Université de Dakar trouve sa justification dans le contexte de la transition démographique marquée par le vieillissement de la population, la prévalence croissante des maladies chroniques et l'augmentation de l'espérance de vie.

https://www.seneweb.com/news/Politique/ucad-sortie-de-la-premiere-promotion-en-_n_435186.html

Un programme de l'UN-CHK veut pousser les collégiens et lycéens aux séries scientifiques et techniques



Le programme des formations ouvertes pour le renforcement des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat numérique (Force-N) de l'université numérique Cheikh Hamidou Kane, œuvre pour augmenter l'envi et l'attrance des jeunes élèves des collèges et lycées aux séries scientifiques et techniques, a indiqué jeudi, son responsable, Oumar Mbodji, enseignant-chercheur.

“Nous voulons augmenter au niveau des collèges et lycées l'appétence des jeunes élèves aux séries scientifiques et aux sciences émergentes qui contrôlent le monde aujourd'hui”, a déclaré M. Mbodji, par ailleurs, responsable de la promotion des sciences et du numérique au sein dudit programme.

Il intervenait lors d'une conférence sur les mathématiques et l'astronomie, organisée dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la “Pi day”.

Selon les statistiques, “seulement 30% des jeunes sont dans les séries scientifiques et techniques”, a-t-il relevé, expliquant que le programme Force-N, travaille, sur des activités de promotion des filières scientifiques, la robotique, la formation des jeunes au numérique, l'intelligence artificielle (IA) pour corriger cette tendance des élèves à désertir les séries scientifiques.

“Nous aidons aussi les jeunes à simplifier les principes, les mathématiques en expliquant les concepts de façon facile avec des capsules vidéos de courte durée allant de 5 à 10 minutes dans notre plateforme”, a-t-il ajouté.

<https://aps.sn/un-programme-de-lun-chk-veut-pousser-les-collegiens-et-lyceens-aux-series-scientifiques-et-techniques/>

Une étude plaide pour le vote d'une loi sur l'alimentation scolaire



Une étude réalisée par l'Institut panafricain pour la citoyenneté, les consommateurs et le développement (Cicodev-Afrique) et ses partenaires invite les pouvoirs publics sénégalais à penser à l'adoption d'une loi sur l'alimentation scolaire. En plus d'être un “outil de protection et d'équité sociale”, une loi sur l'alimentation scolaire permettrait de lutter contre la vulnérabilité alimentaire, indique cette étude.

L'analyse budgétaire de l'alimentation scolaire au Sénégal révèle un “paradoxe politique matérialisé par une baisse du financement des cantines scolaires et un taux de couverture en chute libre, au moment où le budget du ministère de l'Éducation nationale connaît une hausse continue, passant de 298 milliards de francs CFA en 2018 à près de 1000 milliards de francs CFA en 2024”, selon l'étude.

Cette étude a été réalisée dans le cadre de l'initiative pour la consolidation et la pérennisation de l'alimentation scolaire au Sénégal. Elle a été conduite par le consortium constitué de Cicodev Afrique, Counterpart International, GRDR, AVSF, CNCR, GRET, le Programme alimentaire mondial, le conseil départemental de Rufisque, entre autres.

L'étude a déploré une “hausse continue du budget du ministère de l'Éducation nationale”, laquelle hausse est “corrélée paradoxalement à une baisse continue du taux de couverture nationale en cantines scolaires des établissements publics”.

<https://aps.sn/une-etude-plaide-pour-le-vote-dune-loi-sur-l-alimentation-scolaire/>

Examens au lendemain de l'élection : des étudiants risquent de ne pas pouvoir voter



Au Sénégal, l'élection présidentielle est prévue le 24 mars prochain. Comme chaque élection, les étudiants se mobilisent la veille du scrutin pour regagner leurs lieux de vote à travers des caravanes appuyées par des politiciens locaux. Ce, afin de pouvoir accomplir leur droit civique. Cependant, pour cette élection présidentielle, certains étudiants risquent de ne pas pouvoir voter à moins que des directions d'universités revoient la programmation des examens. Et pour cause, dans certains départements des universités publiques, il est programmé des examens au lendemain de l'élection présidentielle, c'est-à-dire à partir du 25 mars.

L'Unité de formation et de recherche des sciences de la santé (UFR) de l'université Iba Der Thiam de Thiès en fait partie. « Il est porté à la connaissance des enseignants et des étudiants que les cours s'arrêtent le 15 mars 2023. Les examens du premier semestre auront lieu du 25 au 28 mars 2024 », lit-on dans une note service. Ce qui va sûrement constituer un blocage pour l'étudiant si son lieu de vote est loin de son université.

L'information n'a pas donc laissé indifférents les étudiants. Certains jugent inacceptable cette programmation des examens. Quant à l'Amicale des étudiants, elle n'a pas tardé à réagir. « Composer le lendemain des élections est hors de question. Nous ne baissons pas les bras. Et nous ne sommes pas spectateurs de la situation. Depuis la sortie de la note, nous sommes en train de travailler là-dessus pour pouvoir trouver un moment propice pour passer les examens ».

<https://www.sudquotidien.sn/examens-au-lendemain-de-lelection-presidentielle-des-etudiants-risquent-de-ne-pas-pouvoir-voter/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

Algérie : 58.000 enseignants formés aux techniques d'enseignement en anglais



Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé, dimanche dans un communiqué, la formation de 58.000 enseignants aux techniques d'enseignement en anglais dans le cadre de la démarche visant à renforcer l'utilisation de cette langue dans le milieu universitaire.

« Dans le cadre de la démarche de réforme initiée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour renforcer l'utilisation de la langue anglaise dans le milieu universitaire, notamment dans l'enseignement, un programme a été mis en place pour la formation des enseignants-chercheurs aux techniques d'enseignement en anglais », a précisé le ministère dans son communiqué.

Le programme prévoit des « ateliers hebdomadaires sous formes de regroupements régionaux organisés en présentiel dans un établissement universitaire », selon la même source, qui explique que ce programme, qui se poursuivra toute l'année universitaire, s'adressait dans un premier temps aux « enseignants de sciences et technologie ».

Les travaux de ces ateliers sont supervisés par « la Commission nationale de pilotage et de suivi de la mise en œuvre du programme d'accompagnement pédagogique au profit des enseignants-chercheurs ».

<https://www.express-dz.com/2024/03/10/universite-58-000-en-seignants-formes-aux-techniques-denseignement-en-anglais/>

Guinée : 1ère édition du concours entrepreneuriat jeune étudiant de l'université Koffi Annan



C'est sous le thème « Entrepreneuriat social pour un avenir équitable » que s'est tenue, ce samedi 9 mars 2024, la première édition du concours entrepreneuriat jeune étudiant. L'événement a eu lieu dans la salle Malick Condé de l'université Koffi Annan de Guinée.

Ce concours national inter-institutions supérieures, organisé par l'université Koffi Annan de Guinée à travers sa maison de l'entrepreneuriat vise à mettre en lumière et à soutenir les étudiants entrepreneurs et innovateurs qui s'engagent activement dans la promotion de l'inclusion sociale et économique.

L'événement a connu la présence du Fondateur de l'université Koffi Annan, Dr Ousmane Kaba, de son recteur, de la Directrice générale des PME, du DGA du ministère de l'Enseignement supérieur et partenaires.

Dans son discours de bienvenue, le fondateur de l'UKANG, Dr Ousmane Kaba, a exprimé sa gratitude aux personnes ayant contribué à la réalisation de cet événement. Il a également félicité le gouvernement en l'encourageant à mettre en place un climat propice aux investissements.

« Ce concours reflète notre engagement envers des valeurs telles que l'inclusion, l'équité et la durabilité en rassemblant des esprits créatifs et passionnés. Nous formons une communauté qui aspire à résoudre les défis sociaux et économiques auxquels notre pays est confronté.

<https://guineenews.org/guinee-luniversite-koffi-annan-de-guinee-ouvre-les-portes-de-la-1ere-edition-du-concours-entrepreneuriat-jeune-etudiant/>

Études dans le Sud-Ouest : la cybersécurité, un secteur toujours aussi porteur



Les cyberattaques touchent désormais tous les secteurs d'activité. Depuis l'apparition des premières formations en cybersécurité, à la fin des années 1990, les étudiants spécialisés dans cette branche sont toujours aussi recherchés sur le marché du travail.

Deux entreprises de Nouvelle-Aquitaine, le transporteur Guyamier et l'hébergeur de données comptables Coaxis, ont été frappées, fin 2023, par de violentes cyberattaques. L'hôpital de Dax a mis, lui, des mois pour se remettre de l'attaque subie au début de 2021. Preuve, s'il en est, qu'aucun secteur n'est épargné. Pour autant, les besoins évoluent.

« Hier, il y avait d'énormes besoins en expertise pour alimenter les entreprises du CAC 40, les éditeurs de logiciels et de solutions ou les collectivités qui se sont trouvés en première ligne », explique Guy Flament, directeur du Campus Cyber de Pessac (voir interview). Aujourd'hui, le sujet s'est démocratisé, et les entreprises font plutôt appel à des ingénieurs généralistes ayant une spécialité dans le domaine.

À l'Enseirb-Matmeca, école d'ingénieurs publique appartenant au réseau INP, les premières formations en la matière ont vu le jour en 1998. « Avec l'émergence des nouvelles technologies, on a vu apparaître de plus en plus de failles, et donc le besoin de durcir le système d'information pour qu'il soit résistant et résilient en cas d'attaque », analyse Toufik Ahmed, directeur adjoint et enseignant-chercheur.

<https://www.sudouest.fr/etudiant/etudes-superieures/etudes-dans-le-sud-ouest-la-cybersecurite-un-secteur-toujours-aussi-porteur-18758482.php>

Mobilisation pour la Palestine: appel au boycott d'universités israéliennes et contre la censure



Suite à la reconnaissance par la Cour internationale de Justice le 26 Janvier 2024 d'un "risque de génocide" à Gaza, un collectif universitaire européen a initié une journée de mobilisation pour la Palestine le 12 mars. Rassemblement, conférences, projection de film, distribution de tracts, point d'information... Plus de 2 000 personnes seront mobilisées dans les plus grandes villes françaises dont Paris, Montpellier, Lyon, Marseille, Aix-en-Provence et Toulouse. L'appel sera suivi dans plusieurs pays européens dont l'Espagne, l'Italie, la Suède, l'Angleterre et la Finlande.

Constitué de chercheurs, d'enseignants, de doctorants et d'étudiants engagés dans l'enseignement supérieur et la recherche, la Coordination universitaire contre la colonisation en Palestine (CUCCP) a deux revendications : la liberté académique sur la Palestine et le boycott des universités israéliennes.

"Cette initiative est née de deux facteurs conjugués : l'inertie des organisations syndicales dans l'enseignement supérieur et la restriction des libertés académiques. En France, il y a eu plusieurs cas d'universitaires et de chercheurs, qui ont été embêtés parce qu'ils ont pris position et ont parlé dans leurs cours de la Palestine" explique un initiateur du collectif et maître de conférence, qui a souhaité garder son anonymat, lors d'une interview accordée à TRT Français.

<https://www.trtfrancais.com/actualites/mobilisation-pour-la-palestine-appel-au-boycott-duniversites-israelienne-et-contre-la-censure-17326385>